

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ETAT – Ministère de la Justice
Secrétariat Général – Délégation Interrégionale Sud-Est
Département Immobilier d'Aix en Provence

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame La Cheffe du Département Immobilier

Objet du marché

**Marchés de travaux relatifs à la démolition du « distilloir » du Palais de Justice de Grasse,
à la sécurisation de la parcelle, et à la mise en œuvre de préfabriqués de stockage**

LOT 1 DEMOLITION SOUTENEMENT

Le présent CCAP comporte 33 pages.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
1-3. Intervenants et forme des notifications	4
1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité....	7
1-5. Contrôle des coûts de revient	7
1-6. Dispositions générales	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	11
2-1. Ordre de priorité.....	11
2-2. Cession ou nantissement des créances	12
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	12
3-1. Tranche(s) optionnelle(s)	12
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	12
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-4. Modalités particulières de paiement	18
3-5. Augmentation du montant des travaux	19
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	19
4-1. Délai d'exécution.....	19
4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots	20
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance	20
4-4. Autres pénalités	21
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	22
5-1. Retenue de garantie.....	22
5-2. Avances	23
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	23
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	23
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	24
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	24
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.	24
ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET	

IMPLANTATION DES OUVRAGES	24
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	24
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	25
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux	25
7-4. Piquetage général	25
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	25
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	25
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	25
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	26
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément	27
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	27
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé	29
8-6. Registre de chantier.....	29
8-7. Contrôle technique	29
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	30
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	30
9-2. Réception	30
ARTICLE 10. RESILIATION	31
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION OBLIGATOIRE.....	32
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	32

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de travaux relatif à l'**opération de démolition du « distilloir » du Palais de Justice de Grasse**, en vue, par suite, de la sécurisation de la parcelle, et de la mise en œuvre de préfabriqués de stockage sur la parcelle ainsi libérée.

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : 37 Av. Pierre Séward, 06130 Grasse

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, elle fait l'objet de marchés distincts. **Le présent CCAP s'applique uniquement au lot 1 : DEMOLITION ET SOUTÈNEMENT.** Les autres lots feront l'objet de marchés distincts et concerneront l'aménagement de la parcelle et ses abords.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée par le Département Immobilier d'Aix en Provence du Ministère de la Justice

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre désignée pour l'opération est le groupement suivant :

ETECH : MANDATAIRE STRUCTURE DEMOLITION VRD 109 rue du Général de Gaulle 94430 Chennevières-sur-Marne SIRET n° 322 697 921 000 45
CS INGENIERIE : CO TRAITANT CFO CFA FLUIDES SIRET 480 886 373 000 38
CBIA : CO TRAITANT PILOTAGE DE CHANTIER SIRET 792 269 177 000 20
Laurent STRANGOLINO : CO TRAITANT ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION 60 rue de la Gaucherie 18100 VIERZON SIRET 908 528 870 00011

Elle est chargée des missions suivantes :

- DIA :** Les études de diagnostic qui permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération
- AVP :** les études d'avant-projet (APS Avant-Projet Sommaire et APD Avant-projet Définitif) ;
- PRO :** les études de projet ;
- ACT :** l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
- VISA :** l'examen visa des études d'exécution des entreprises, et leur synthèse ;
- DET :** la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- AOR :** l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;
- OPC :** Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique. Ce contrôle est assuré par :

APAVE VALBONNE
BUROPOLIS - BAT. 2
1240 ROUTE DES DOLINES-SOPHIA
ANTIPOLIS
06560 VALBONNE

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont :

- Mission L, portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission S, portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission Av relative à la stabilité des avoisinants
- Mission F relative au fonctionnement des installations
- Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de conception et réalisation est assurée par :

QUALICONSULT SECURITE

80 Route des Lucioles
Les Espaces de Sophia
06560 VALBONNE

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-3.7 Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Cette mission est confiée au maître d'œuvre désigné au 1.3.4.

1-3.8. Autres intervenants

Sans objet.

1-3.9. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par : Madame la Cheffe du Département Immobilier d'Aix en Provence.

1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

En complément de l'article 3.2 et du CCAG-Travaux, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges, par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

1-4.1. Travaux intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-4.2. Obligation de confidentialité

En complément de l'article 5.1 du CCAG-travaux le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont également tenus à l'obligation de discrétion s'agissant de tous documents et informations non confidentiels qui leur seront communiqués dans le cadre de leurs interventions et des résultats obtenus. Ils s'engagent à ne diffuser aucun de ces documents et informations sans l'accord préalable express du RPA.

1-4.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

1-4.4. Mesure de sécurité et de sûreté

Le bâtiment concerné par les travaux est libre d'occupation, cependant, la zone de travaux est située au sein d'un site occupé dont la continuité d'activité doit nécessairement être assurée tout le temps des travaux.

En raison de la nature des locaux et des risques qui y sont liés, chaque intervenant devra déclarer son identité, à minima 48h avant l'intervention, par l'envoi d'une pièce d'identité. Les exploitants se réservent le droit de refuser l'accès des intervenants au bâtiment à l'issue de cette vérification d'identité. Chaque intervenant pourra être contrôlé à tout moment de la journée par le chef d'établissement ou son représentant et devra pouvoir justifier de sa présence dans les locaux soit par un badge d'entreprise, soit par un vêtement identifiable comme un vêtement de l'entreprise. L'attention du titulaire est aussi appelée à la plus grande vigilance sur le contrôle des accès. Il lui est demandé de maintenir la fermeture du site en toutes circonstances pour éviter des intrusions illicites.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de

variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - o les salariés détachés par ses soins,
 - o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États

d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil .

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation **avant** la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations au RPA dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de sa mission.

Sur simple demande du RPA, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au RPA toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...).

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le RPA se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire. Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le RPA aux torts du titulaire et à ses frais.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

Sans objet

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2-1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, ces pièces sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe n°1 ainsi que ses éventuelles annexes constituées des déclarations de sous-traitance antérieures à la notification du marché dans leurs versions résultant des dernières modifications éventuelles ;
- les avenants éventuels à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le rapport initial de contrôle technique (RICT) et ses éventuelles mises à jour ;

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- l'étude G2 PRO ;
- les Documents Graphiques du lot concerné ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux visé à l'article 4-1.2 du présent CCAP
- les éventuels actes spéciaux ou actes spéciaux modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- les normes et textes mentionnés au CCTP ; en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix du présent marché tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.
- Le décret du 8 janvier 1965 et textes additifs relatifs à la sécurité et à l'hygiène dans les travaux de bâtiment ;
- Le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Le guide, édité par l'OPPBTP, sur les préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID 19 en vigueur.
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et ses mises à jour éventuelles ;
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- le mémoire technique remis par le titulaire du marché, complété le cas échéant par les courriers de négociation.

2-2. Cession ou nantissement des créances

En application de l'article R.2191-46 du CCP et par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, le RPA remet, **suite à la demande exprimée par le titulaire**, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Cette demande est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé. Le certificat de cessibilité sera conforme au modèle prévu dans l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 14).

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché, notamment :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- des dépenses liées aux mesures engendrées par l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- des dépenses de stationnement des véhicules de l'entreprise hors de l'établissement ;
- des dépenses liées à l'occupation du domaine public ;
- des dépenses liées aux mesures à prendre au titre de la sécurité sanitaire COVID-19 telle que définie dans le guide de l'OPPBTP.

3-2.2. Consommations d'eau et d'électricité

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournit aucune prestation à titre gratuit.

L'entreprise titulaire fera son affaire et à ses frais, auprès des services compétents, de toutes démarches, autorisations ou autres servitudes ayant trait au chantier. Il devra notamment :

- Faire établir les branchements d'eau, d'électricité, de téléphone et d'égout correspondant aux besoins du chantier et des installations de chantier, à ses frais et quelles que soit les distances de raccordement.
- La fourniture, la pose et la gestion des compteurs d'eau et d'électricité, à ses frais.

3-2.3. Forme du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire. En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la période de préparation ;
- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux ;
- Le décompte général est établi avec les derniers index de référence connus. Si le marché est révisable, sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini au paragraphe B ci-dessous ;
- Si le RPA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, par dérogation au 12.4.4 du CCAG-Travaux, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RPA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif ;
- Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le RPA de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le maître de l'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire ; les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt ;
- Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le maître de l'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

A – transmission :

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- décret n° 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.
- La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes:

Éléments à reporter ou à renseigner, obligatoirement, pour chaque demande de paiement :

Éléments	à renseigner dans le logiciel
N° du marché	✓
N° SIRET – Département Immobilier (Maîtrise d'ouvrage) : 130 005 093 00062	✓
N° SIRET du MOE mandataire	✓
Code du service exécutant de la dépense : FAC0000013	✓
Numéro d'engagement juridique -EJ- (numéro à 10 chiffres figurant sur l'acte d'engagement et sur la notification du marché)	✓

Ces modalités de transmission concernent toutes les demandes de paiement relatives au marché (état d'acompte, solde...) et émanant selon les cas :

- du titulaire : cadre de facturation A1
- des cotraitants (transmission à l'attention du mandataire pour 'validation') : cadre de facturation A12
- des sous-traitants (transmission à l'attention du titulaire par 'validation') : cadre de facturation A9

Nota : Une note détaillée sur l'utilisation de Chorus Pro est disponible : www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique

***a- le titulaire est un candidat individuel, unique :**

1) Demande de paiement en l'absence de sous-traitance

La demande de paiement est constituée d'un projet de décompte mensuel conforme au modèle fourni par le RPA lors de la période de préparation et d'une situation de l'avancement des travaux conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire.

Elle est envoyée, par l'intermédiaire de Chorus PRO. Les éléments à renseigner sont les suivants dans l'onglet '**Facture travaux**' :

- Cadre de facturation à utiliser libellé '**A4**' ;

- SIRET de la maîtrise d'œuvre apparaissant à l'article 1-3.2 ;
- Numéro d'engagement juridique EJ (numéro à 10 chiffres figurant sur l'acte d'engagement et sur la notification du marché) ;
- SIRET du 'destinataire final' – Département Immobilier (Maîtrise d'ouvrage) : **130 005 093 00062**
- Référence du Service Exécutant du MOA : **FAC0000013**

2) Demande de paiement avec sous-traitance

1- Le sous-traitant établit sa demande de paiement, constituée d'une facture libellée au nom du titulaire, qui précise le cumul des travaux réalisés et le montant demandé. Celle-ci est envoyée par l'intermédiaire de Chorus PRO. Les éléments à renseigner sont les suivants dans l'onglet '**Facture travaux**' :

- Cadre de facturation à utiliser libellé '**A10**' ;
- SIRET du titulaire ;
- Numéro d'engagement juridique EJ (numéro à 10 chiffres figurant sur l'acte d'engagement et sur la notification du marché et de l'acte de sous-traitance) ;
- SIRET de la maîtrise d'œuvre apparaissant à l'article 1-3.2;
- SIRET du 'destinataire final' – maîtrise d'ouvrage : **130 005 093 00062**
- Référence du Service Exécutant du maître d'ouvrage : **FAC0000013**

2- Le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours pour accepter ou refuser cette demande dans Chorus PRO.

3- Après cette validation, le titulaire transmet via Chorus PRO dans l'onglet 'facture travaux' :

- Une demande de paiement global (incluant les montants sous-traités) dont la constitution et les éléments à renseigner sont précisés ci-dessus. Elle sera accompagnée de la ou des factures du ou des sous-traitant(s) validée(s) et de ou des attestations de paiement direct (avec mention autoliquidation de la TVA le cas échéant) ;
- Une demande de paiement pour le compte de chaque sous-traitant demandant un paiement, dont les éléments à renseigner sont prévus au paragraphe a-1. Seront joints la facture du sous-traitant validée et l'attestation de paiement direct.

***b- le titulaire est un groupement :**

1) Chaque cotraitant ou sous-traitant transmet sa demande de paiement au mandataire du groupement conformément aux dispositions de l'article a-2-1, par l'intermédiaire de Chorus PRO sur le SIRET du mandataire. Pour les cotraitants, le cadre de facturation à utiliser est libellé '**A13**'.

2) Le mandataire dispose d'un délai maximum de 15 jours (sous-traitance) pour accepter ou refuser la demande dans Chorus PRO.

3) Après validation, le mandataire établit :

- Une demande de paiement global dont la constitution et les éléments à renseigner sont précisés au paragraphe a-1 ci-dessus. Elle sera accompagnée dans le cas d'une sous-traitance : de la facture du sous-traitant validée et de l'attestation de paiement direct et/ou dans le cas d'une cotraitance : de la facture validée du co-traitant ;
- Une demande de paiement pour le compte de chaque sous-traitant ou/et co-traitant, dont les éléments à renseigner sont prévus au paragraphe a-1, seront joints. Elle sera accompagnée dans le cas d'une sous-traitance : de la facture du sous-traitant validée et de l'attestation de paiement direct et dans le cas d'une sous-traitance : de la facture validée du co-traitant.

B – Délai de paiement :

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la Commande Publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

- Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est le dépôt de la facture sur Chorus Pro.
- Le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification du marché au titulaire.
- Le point de départ du délai global de paiement du solde des marchés travaux est la date de réception de l'acceptation sans réserve du décompte général et définitif par l'entreprise ou à défaut 30 jours après la notification au titulaire du décompte général par le maître d'ouvrage.

Il est fait application du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3-2.7. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Dépenses de chantier

Pour l'application de l'article 9.1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

A. Dépenses d'équipement de chantier

A.1. Prestations extérieures aux bâtiments

Les éventuelles dépenses pour une zone de stockage à l'extérieur seront prises en charge par le titulaire dans le cadre des installations de chantiers.

A.2. Équipement des bâtiments proprement dits

A.2.1. Cas général

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et des installations que les intervenants ne sont pas autorisés à utiliser.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées, le titulaire devra les prendre en charge.

A.2.2. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier

Voir Plan Général de Coordination PGCSPPS.

A.3. Entretien

A.3.1. Installations existantes, mises à disposition des entreprises

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont à la charge du titulaire.

A.3.2. Installations provisoires mises en place par les entreprises

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1 et A.2 ci-dessus est effectué et pris en charge par le titulaire.

B. Dépenses de fonctionnement

Le titulaire a la charge du tri de ses déchets de chantier, de leur stockage temporaire et de leur évacuation journalière jusqu'aux lieux d'élimination ou de recyclage conformément à la législation en vigueur. Il doit veiller au nettoyage systématique et journalier de son/ses postes de travail.

C. Compte prorata - interentreprises

Sans objet.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Forme des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Pour une offre financièrement modifiée au cours d'une négociation, si le soumissionnaire n'a pas daté son offre négociée, la date retenue sera la date de remise de l'offre négociée sur la plateforme des achats de l'État (horodatage).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisis pour l'actualisation des travaux est : BT02 terrassement

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE

(<https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847?INDICATEUR=2327743>) et reproduit au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Par dérogation à l'article 19.2 et 19.4 du CCAG-Travaux, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes. En conséquence et par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, l'alinéa b) et d) de l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux se positionne après l'alinéa e) du même article.

La variation des prix ne s'applique pas **aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente**. Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I du mois d'établissement de la facture.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG Travaux, le paiement des révisions de prix s'effectuera une fois par an, et s'appliquera sur la facture postérieure à chaque date anniversaire de notification du marché.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement

fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité.

3-5. Augmentation du montant des travaux

Il est dérogé aux dispositions des articles 13, 14, 15 du CCAG Travaux.

Les préconisations en matière de règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives, augmentation - diminution du montant des travaux, seront réglés par les dispositions ci-dessous :

- Les modifications du marché seront traitées conformément aux dispositions des articles R.2194-1 à 9 du code de la commande publique.
- En attente de formalisation d'un avenant, et sous réserve que les paiements ne dépassent pas le montant du marché, des travaux supplémentaires ou modificatifs pourront être réglés. Ils devront faire l'objet d'un devis de l'entreprise, être analysés et éventuellement négociés par le maître d'œuvre puis être récapitulés dans une fiche de travaux modificatives (FTM). Cette FTM sera proposée pour signature au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Elle sera ensuite notifiée au titulaire.
- **Rappel :** Les travaux modificatifs qui seraient exécutés sans décision du RPA, ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est défini à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-après.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, la période de préparation démarre à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Le délai de la période de préparation est fixé à **2 semaines**, et n'est pas incluse dans le délai global d'exécution des travaux.

4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est inclus dans le DCE.

4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution

A. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC visé à l'article 1-3.5 pendant la période de préparation et après consultation des titulaires des différents lots.

B. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

C. Pour chacun des marchés le délai de 6 mois prévu à l'article 50.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot, dates fixées par l'ordre de service visé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

D. Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC visé à l'article 1-3.5 peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

E. Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en D et approuvé par le RPA, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4-1.2 **A** et **D** ci-dessus.

A. Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné : par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit une pénalité journalière **de 200 €**.

B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque titulaire sur le chantier : du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue journalière **de 200€**.

Cette retenue est recalculée et transformée en pénalité, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions de l'article 19.1.3 s'appliquent à toutes les pénalités mentionnées ci-après.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités mentionnées ci-après sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

En application de l'article 20.1.5 du CCAG, les pénalités prévues à l'article 4.4.5 feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables, compte tenu du complément ci-après :

- Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.
- À la fin des travaux, dans le délai de **2 semaines** comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.
- En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité par jour calendaire **de 200 €**.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée **à 100 €**.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière **fixée à 200 €**.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence injustifiée à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée **à 200 €**. Seul le maître d'œuvre a autorité pour accorder éventuellement une dispense exceptionnelle à une entreprise convoquée, sous réserve qu'elle en fasse la demande express par écrit.

4-4.5. Clauses sociales et environnementales

Sans objet

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7. Autres pénalités diverses

Le titulaire subit, sur simple constat du maître d'œuvre, des pénalités d'un montant de :

- **100 €** pour les faits suivants :

- ✓ retard par rapport aux dates de remise ou de diffusion des documents techniques (plans d'atelier et de chantier, plans de percements, notes de calcul, notes techniques, études de détail, fiche d'auto-contrôle, etc.) telles qu'elles sont fixées aux comptes-rendus de chantier ou encore au calendrier détaillé d'exécution des travaux, par document non remis et par jour calendaire ;
 - ✓ retard dans la présentation des échantillons, prototypes par jour calendaire et par élément ;
 - ✓ non respect du nettoyage systématique et journalier de son/ses postes de travail, par jour calendaire ;
 - ✓ non remise des plans, notices, fiches techniques, devis de travaux modificatifs et tous éléments techniques demandés par le maître d'œuvre, par document, élément ou objet non remis, par jour calendaire ;
 - ✓ non retour d'un ordre de service signé dans le délai de 15 jours, par ordre de service et par jour calendaire, y compris dans le cas d'un refus d'exécuter, lequel doit être notifié par écrit dans un délais de 15 jours également, selon les conditions prévues par l'article 13.6 du CCAG travaux ;
 - ✓ non respect des consignes de sûreté telle que précisé dans les consignes du maître d'ouvrage transmises pendant la période de préparation, par ouvrier concerné et par jour calendaire d'infraction.
- **200 €** pour la non fourniture d'acte spécial de demande d'agrément d'un sous-traitant, par acte spécial et par jour calendaire, compté à partir de la notification par ordre de service de la mise en demeure du titulaire par le maître d'œuvre.
 - **200 €** par jour calendaire de retard d'exécution des travaux objets des réserves, à l'issue du délai fixé par le RPA tel que stipulé à l'article 41.6 du CCAG-Travaux.
 - **200 €** pour les faits suivants, par constat :
 - ✓ non-respect du PGC
 - ✓ retard dans la remise et/ou la diffusion du PPSPS
 - ✓ non-respect des mesures sanitaires spécifiques COVID-19
 - En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.4.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire **de 1 000 €**
 - En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire **de 1 000 €**

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 3 % dans le cas prévu au 2^{ème} alinéa de l'article R.2191-33 du CCP, du montant initial augmenté le cas échéant, des montants des modifications en cours de marché, sera prélevée, par le comptable assignataire des paiements, par fractions sur chacun des versements autre que l'éventuelle 'avance', suivant les modalités de l'article R.2191-33 du CCP.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier

acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes, une avance est accordée au titulaire, sauf refus, indiqué dans l'AE. Elle est due sur la base du montant initial du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

- 30% si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise) de moins de 250 salariés.
- 5% si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une entreprise de 250 salariés et plus.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 B ci-dessus compté à partir de la date de notification du marché ou de l'acte qui affermit la tranche optionnelle correspondante.

Par dérogation aux dispositions de l'article R.2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 50 % du montant initial TTC du lot.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-12, il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du

marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage réalisera la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur. Elle sera fournie au titulaire au début de la période de préparation.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet

assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7-4. Piquetage général

Sans objet.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- **par les soins du maître de l'ouvrage** : la présentation d'imprimés type à utiliser :
 - pour l'établissement des "décomptes mensuels" et "états d'acompte" ;
 - pour les demandes de sous-traitance en cours de travaux ;
 - pour l'accord du titulaire relatif au paiement des travaux effectués par son sous-traitant,
 - pour l'établissement des fiches de travaux modificatifs (FTM).

- **par les soins du maître d'œuvre et de l'OPC :**
 - la notification au titulaire de l'ordre de service mentionné à l'article 3-2 de l'AE ;
 - élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec l'entreprise.
 - établissement en concertation avec l'entreprise, du calendrier détaillé d'exécution des travaux. Il est soumis pour approbation au maître d'ouvrage puis notifié par ordre de service par le maître d'œuvre ;
 - validation des plans d'installations de chantier visés par le CSPS et le maître d'ouvrage.
 - le rappel de la nomenclature et la liste des plans à prendre en compte ;
 - la suggestion du type de cartouche que les entreprises devront suivre pour l'établissement des plans d'exécution et numérotation des plans.
 - en fonction du contenu des missions du maître d'œuvre (VISA ou EXE), détaillées au 1.3.4 : établissement des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux et/ou suivi de l'avancement de la réalisation des études d'exécution par les entreprises de travaux, conformément au calendrier et circuit validés.
- **par les soins du titulaire :**
 - l'établissement du programme d'exécution de ses travaux dans le délai de 7 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation et transmission au maître d'œuvre et CSPS. Il est accompagné du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
 - l'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 7 jours à compter du début de la période de préparation. Cette obligation s'applique à chaque intervenant (titulaires et sous-traitants éventuels) ;
 - établissement du plan des installations de chantier compris raccordement et transmission au maître d'œuvre et CSPS ;
 - l'établissement d'un planning détaillé incluant les dates de soumission des plans d'exécution, notes de calcul et échantillons ;
 - la liste des moyens : outillage et levage pour approvisionnement des matériaux ;
 - l'établissement d'un plan d'approvisionnement ;
 - la fourniture de l'organigramme du chantier avec position et numéro de contact du responsable de l'entreprise sur le chantier ;
 - la fourniture de la liste des intervenant qui sera soumis au service de sécurité du site pour information et validation.
 - Les plans d'exécutions qui ne seraient pas dus par la MOE (voir article 1.3.4)
 - Les plans d'atelier
 - L'amorçage des démarches de caractérisation des solutions techniques nécessitant un avis particulier du Contrôleur Technique le cas échéant

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Toutes les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire du marché de travaux lorsque la mission confiée au maître d'œuvre décrite au 1.3.4 n'inclus pas de mission EXE. Toutes les études d'exécution sont soumises au VISA du maître d'œuvre et du contrôleur technique. Le titulaire doit tous les plans d'ateliers, qui seront également soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention des approbations du maître d'œuvre sur les plans d'ateliers nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations de chantier conformes au CCTP et au PGCSPPS seront à la charge et réalisées par le/les titulaire(s) désigné(s) dans ces documents.

Le projet des installations de chantier, à réaliser par le/les titulaire(s) désigné(s) dans ces documents, indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'emplacement définitif de ces installations sera à finaliser en concertation avec les occupants durant la période de préparation de chantier.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Aucun dépôt de gravats ne sera admis dans l'enceinte de l'établissement.

8-4.3. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, le titulaire devra, à sa charge, faire son affaire de la délivrance de toutes les autorisations administratives, à l'exception de celles relevant du Code de la Construction et de l'Habitation.

8-4.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A -Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B -Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il fait mention de cette violation dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C -Moyens donnés au coordonnateur SPS

1.Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier ainsi qu'aux bureaux de chantier et matériels mis à disposition du maître d'œuvre pour leurs différentes réunions.

2.Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS:

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS);
- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier;
- dans les 7 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le PGCSPPS.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS:

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet;
- de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA);

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des travaux, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

Le titulaire communique avec le coordonnateur SPS soit sur support papier, soit par échanges dématérialisés, soit sur supports électroniques.

D -Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.5. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG-travaux sont applicables.

8-4.6. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

8-4.7. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

8-4.8. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.9. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-4-10. Nettoyage en cours de chantier

Le titulaire s'engage à effectuer un nettoyage du chantier pour les zones d'intervention le concernant et évacuer quotidiennement ses propres gravats et déchets hors site. Le nettoyage sera systématique et journalier. À défaut de mise en œuvre, la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre, pourra sur simple injonction au titulaire restée sans suite dans un délai de maximum 48 h, mandater une entreprise tierce pour effectuer les nettoyages requis et ce aux dépens du titulaire. Les frais résultant seront portés en déduction du marché par simple réfaction, en sus des pénalités pour non nettoyage stipulée au 4.4.6. ci-dessus.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

8-7. Contrôle technique

Le contrôleur technique a libre accès au chantier ainsi qu'aux bureaux de chantier et matériels mis à disposition du maître d'œuvre pour leurs différentes réunions.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants ont l'obligation de :

- si le maître d'œuvre le demande, communiquer directement au contrôleur technique, un exemplaire des documents qu'ils établissent (plans d'atelier de chantier, plans de détails...) et de tous les documents techniques liés aux matériels et équipements qu'ils proposent (échantillons, notices techniques, procès-verbaux d'agrément...). Une copie de ces documents est remise au maître d'œuvre ;
- communiquer au contrôleur technique, à sa demande ou à celle du maître d'œuvre, tout autre

document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de contrôle technique ;

- donner suite, pendant toute la durée de l'exécution des travaux, aux avis formulés par le contrôleur technique.

L'ensemble des communications du titulaire au contrôleur technique se fait soit sur support papier soit par échanges dématérialisés soit sur supports électroniques.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCTP et du CCAG-Travaux sont seules applicables.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées listées au CCTP sont seules applicables.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG ,

- La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- Le titulaire est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

La réception des ouvrages ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des essais, mesures et vérifications prévus par le CCTP.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés
- Les spécifications de pose ;
- Les comptes-rendus et PV d'essais, de mesures et de vérifications prévus au CCTP ;
- Les notices de fonctionnement et notices techniques ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Les conditions de garantie des fabricants attribuées à ces équipements ;
- Les constats d'évacuation des déchets et les bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA) le cas échéant.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le DOE est établi par le titulaire en deux exemplaires papier reproductibles et 1 exemplaire sur clé USB sous forme de fichiers informatiques.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 2012
- les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf
- ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire remet au maître d'œuvre la totalité des exemplaires du DOE tel que précisé ci-dessus au plus tard le jour des opérations préalables à la réception des ouvrages. A défaut, il sera fait application des pénalités mentionnées à l'article 4-4.2 ci-dessus.

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

9-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10. RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 49 à 51 du CCAG-Travaux, avec les précisions suivantes.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux :

- l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du

titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant ;

- dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les travaux à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu à l'article 50.4 du CCAG-Travaux est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.7 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION OBLIGATOIRE

Sans objet

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG-Travaux
CCAP 2-2	déroge à l'article	4.2 du CCAG-Travaux
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG-Travaux
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	12.4.4 du CCAG-Travaux

CCAP 3-3.3	déroge aux articles	19.4 et 12.2.1 du CCAG-Travaux
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	10.5 du CCAG Travaux
CCAP 3-5	déroge aux articles	13,14,15 du CCAG-Travaux
CCAP 4-1	déroge aux articles	19.2.1 et 18.1.1 du CCAG Travaux
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.4
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2 du CCAG-Travaux
CCAP 4.4	déroge à l'article	19.2.4
CCAP 4-4.1	déroge à l'article	18.1.1 du CCAG-Travaux
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG-Travaux
CCAP 8-2	déroge à l'article	29-1.4 du CCAG-Travaux
CCAP 8-4.3	déroge à l'article	31.3 du CCAG-Travaux
CCAP 8-4.9	déroge à l'article	34.1 du CCAG-Travaux
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1. à 41.3 du CCAG-Travaux et 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG Travaux
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG Travaux
CCAP 9-6	déroge à l'article	42.3 du CCAG-Travaux
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG-Travaux

b) Normes françaises homologuées

Sans objet

c) Autres normes

Sans objet